

---

## Note d'information n° INFO-23-0006

# Vœu du groupe Alternative pour une Métropole Citoyenne pour le soutien des salariés de Latécoère

## Exposé

---

L'entreprise Latécoère fait partie des acteurs économiques majeurs et historiques de la Région toulousaine. A ce titre et du fait de son poids dans le tissu économique territorial, elle a bénéficié de nombreuses aides et soutien de la part des collectivités territoriales.

Malgré ces soutiens et son lien historique avec le territoire, le groupe a annoncé vouloir fermer le site de Labège et délocaliser l'ensemble des activités du site de Montredon vers la République Tchèque et le Mexique.

Ces restructurations menacent 150 emplois. Elles font suite à un précédent plan de licenciement qui avait déjà conduit à la suppression de 475 postes en France, dont 130 sur le site de Labège.

Considérant que l'entreprise Latécoère a obtenu à un tarif très avantageux, auprès de la Mairie de Toulouse les terrains pour l'implantation de son usine à Montredon ;

Considérant que l'entreprise Latécoère a obtenu le soutien de la Région Occitanie, via un financement de 1,7 millions d'euros pour l'automatisation de ses process de production ;

Considérant, qu'au même titre que de nombreuses entreprises, Latécoère a obtenu des aides de l'Etat pendant la pandémie du Covid-19 ;

**Le conseil métropolitain réuni en date du 16 février décide :**

### **Article 1**

D'interpeller publiquement Latécoère, pour qu'aucune suppression de postes ne soit mise en œuvre, et que toutes les requalifications soient faites sans déclassement de salaire.

### **Article 2**

De demander l'intervention du gouvernement dans ce dossier pour le maintien de l'emploi sur le territoire.

### **Article 3**

En cas de suppression de postes, de demander à l'entreprise Latécoère le remboursement des subventions publiques touchées pour l'implantation des sites de Labège et de Montredon, la restitution des terrains fonciers à prix coûtant, ainsi que les bénéfices issues des ventes de fonciers qui avaient été acquis auprès de la Mairie de Toulouse.